



Lettre ouverte aux membres du Congrès des États-Unis: « Les États-Unis sont responsables de génocide selon toute lecture simple de la Convention sur le génocide. »

Les mots sont faibles pour dire notre écœurement face au manquement du Congrès permettant à Biden de transférer des armes à Israël pour détruire des civils palestiniens à Gaza, en violation des lois.

Par [Me Bruce Feine](#) et [Ralph Nader](#)
Mondialisation.ca, 29 novembre 2023
[nader.org](#) 28 novembre 2023

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)
Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Guerre USA OTAN](#), [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#)
Analyses: [LA PALESTINE](#)

Nous vous écrivons pour exercer notre droit, garanti par le Premier Amendement, d'adresser des pétitions au Congrès pour obtenir réparation des préjudices subis. Nous demandons instamment au Congrès de mettre fin au soutien militaire et du renseignement inconditionnel, étroit et permanent que les États-Unis apportent à Israël dans la destruction physique en cours de 2,3 millions de Palestiniens résidant à Gaza. Les États-Unis sont responsables de génocide selon toute lecture simple de la Convention sur le génocide.

Le Congrès dispose d'un pouvoir absolu sur la politique étrangère des États-Unis. Il a utilisé le pouvoir de la bourse pour mettre fin au combat des États-Unis en Indochine le 16 août 1973. Il a interdit à la CIA de s'immiscer en Angola avec le *Clark Amendment* en 1975. Enfin, le Congrès a insisté pour qu'Israël reçoive des armes qui lui assurent un avantage militaire qualitatif sur ses voisins.

Les mots sont faibles pour exprimer notre écœurement face à la négligence du Congrès qui a permis au président Joe Biden de transférer des armes et de partager des renseignements en temps réel avec Israël pour détruire des civils palestiniens à Gaza, en violation de plusieurs lois : la [Convention sur le génocide](#), l'[Appel à la prévention du génocide](#), [18 U.S.C. 1091](#), les [Amendements Leahy](#), la [clause de déclaration de guerre de la Constitution](#) et la [restriction statutaire sur l'utilisation d'armes américaines à des fins exclusivement défensives](#).

Pourquoi le Congrès a-t-il négligé d'organiser des auditions publiques pour dénoncer et réparer ces atteintes à l'État de droit ?

Le Congrès devrait adopter une résolution commune en faveur d'une solution à deux États comprenant un État palestinien, initialement administré par une mission intérimaire des Nations unies chargée d'organiser des élections libres et équitables.

La politique étrangère illégale menée actuellement par les États-Unis ne se distingue pas de la formule «*Le fort fait ce qu'il peut faire et le faible subit ce qu'il doit subir.*» exprimée par Thucydide dans *l'Histoire de la guerre du Péloponnèse*.

L'article 2 de la Convention sur le génocide définit le crime comme incluant *"la création intentionnelle de conditions d'existence visant à la destruction physique d'un groupe racial, religieux, ethnique ou national, en tout ou en partie"*. Les preuves disponibles dans le domaine public établissent sans équivoque qu'Israël crée intentionnellement des conditions de vie à Gaza destinées à détruire physiquement les 2,3 millions d'occupants palestiniens. Les responsables israéliens ont annoncé, sans aucune objection, un blocus de Gaza assorti du refrain génocidaire *"pas de nourriture, pas d'eau, pas d'énergie, pas d'électricité, pas de médicaments, pas d'abris, rien"*. Voir, par exemple, ["Erase Gaza": Conflict Unleashes Inflammatory Rhetoric From Israeli Leaders](#), du New York Times, du 16 novembre 2023. Il est même interdit aux Palestiniens de collecter ou de stocker l'eau de pluie, considérée comme la propriété du gouvernement israélien.

Le siège de la population de Gaza a été renforcé par une invasion terrestre et des bombardements d'hôpitaux, de cliniques, d'ambulances, de boulangeries, de conduites d'eau, d'écoles, d'immeubles d'habitation, de marchés, de familles de réfugiés fuyant vers nulle part, de journalistes, de mosquées, d'églises, d'écoles des Nations unies et de sites d'aide clairement identifiés. Les actes de décès sont établis avant que ne sèche l'encre des actes de naissance. Les incendies ne peuvent être éteints. Les maladies se propagent. Le nombre de morts est d'au moins 20 000 et sera probablement deux ou trois fois plus élevé d'heure en heure, par manque d'eau, de nourriture et de traitements médicaux d'urgence, pour les familles meurtries sans abri chassées vers le sud par les bombardements israéliens et les coupures de communication. Il n'existe aucun refuge sûr, que ce soit au nord ou au sud de la bande de Gaza, même dans les hôpitaux bloqués par l'armée israélienne. Gaza est un le champ de tir ouvert des forces de défense israéliennes.

Israël a lancé sa brutale machine de guerre contre l'ensemble de la population palestinienne de Gaza. Le président israélien a déclaré : *"C'est une nation entière qui est responsable. Il est faux de dire que les civils ne sont pas au courant, qu'ils ne sont pas impliqués. Ce n'est absolument pas vrai."* Un membre de la Knesset israélienne a fait écho à cette déclaration : *"Les enfants de Gaza eux-mêmes l'ont bien cherché"*. Le ministre de la défense a insisté : *"Nous combattons des animaux et les traitons en conséquence"*.

Le Premier ministre Netanyahu a ajouté que le conflit de Gaza opposait le progrès du XXI^e siècle au *"fanatisme barbare du Moyen-Âge"* et qu'il s'agissait d'une *"lutte entre les enfants de la lumière et les enfants des ténèbres"*. Il a rappelé aux Juifs israéliens que Dieu avait ordonné la destruction d'Amalek dans le livre de Samuel : *"Voici ce que dit le Seigneur tout-puissant"*, déclare le prophète Samuel à Saül :

"Je punirai les Amalécites pour ce qu'ils ont fait à Israël lorsqu'ils l'ont trompé lors de sa remontée d'Égypte. Maintenant, va attaquer les Amalécites et détruis tout ce qui leur appartient. Ne les épargne pas, tue les hommes et les femmes, les enfants et les nourrissons, le bétail et les moutons, les chameaux et les ânes".

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les nazis ont tenté de dissimuler l'Holocauste, craignant d'avoir à répondre de leurs actes devant la justice. Le génocide israélien se déroule au vu et au su de tous, en toute impunité, y compris avec le soutien inconditionnel et insensible du Congrès, et le détournement flagrant de l'argent des contribuables au profit

de la violence, au lieu de satisfaire les besoins essentiels du peuple américain.

Le Congrès s'apprête, sans même avoir organisé d'auditions publiques ni entendu de témoins, à dépenser 14,3 milliards de dollars supplémentaires de l'argent des contribuables pour compenser une stupéfiante bévue des services de renseignement israéliens. Pourquoi ?

Israël a porté la norme de justice du Lévitique *“œil pour œil, dent pour dent”* à un niveau criminel et génocidaire : 10 000 yeux pour un œil, 10 000 dents pour une dent. Elle transforme Gaza en un vaste rassemblement moribond de familles civiles exposées aux bombes et aux missiles américains. Comme l'a rapporté le Washington Post, *“la faim, la soif et la maladie se répandent rapidement”*. Des bébés meurent seuls après avoir perdu leurs parents.

Si la Défense et le Renseignement israéliens, dont on vante tant les mérites, n'avaient pas fait preuve d'un manque de vigilance colossal, l'attaque du 7 octobre n'aurait jamais pu avoir lieu. Comme l'a déclaré au New York Times un vieux survivant de l'Holocauste, *“Cela n'aurait jamais dû se produire...”*

Le président Biden a fait des États-Unis un belligérant et co-belligérant, avec Israël, contre le Hamas, sans la déclaration de guerre constitutionnellement requise par le Congrès. La fourniture systématique d'armes massives à Tsahal a fait de nous un co-belligérant, et le partage de renseignements en temps réel sur le champ de bataille a fait de nous un belligérant.

De telles guerres présidentielles sont des crimes et délits passibles de poursuites, comme M. Biden lui-même [l'a vigoureusement souligné](#) dans sa campagne présidentielle pour l'investiture démocrate de 2008, lors d'une interview avec Chris Matthews dans l'émission Hardball du 4 décembre 2007.

Écoutez aussi la provocation historique fondamentale de cette guerre, telle qu'elle a été élaborée par David Ben-Gourion, fondateur et premier Premier ministre d'Israël :

“Si j'étais un dirigeant arabe, je ne signerais jamais d'accord avec Israël. C'est normal, nous avons pris leur pays. C'est vrai, Dieu nous l'a promis, mais en quoi cela peut-il les intéresser ? Notre Dieu n'est pas le leur. Il y a eu l'antisémitisme, les nazis, Hitler, Auschwitz, mais est-ce leur faute ? Ils ne voient qu'une chose : nous sommes venus et leur avons volé leur pays. Pourquoi accepteraient-ils cela ?”, dans *“The Jewish Paradox”* (p. 121) par Nahum Goldmann.

Le héros de guerre israélien Moshe Dayan s'est fait l'écho des propos de Ben Gourion. En 1956, près de la frontière de Gaza, Dayan fait l'éloge funèbre d'un agent de sécurité israélien de 21 ans tué par des assaillants palestiniens et égyptiens et déclare : *“Ne rejetons pas aujourd'hui la faute sur ses meurtriers. Que pouvons-nous dire contre la terrible haine qu'ils nous vouent ? Depuis huit ans, ils sont enfermés dans les camps de réfugiés de Gaza et regardent comment, sous leurs yeux, nous avons transformé leurs terres et leurs villages, où eux et leurs ancêtres vivaient auparavant, pour en faire notre patrie”*.

La plupart des membres du Congrès oublient aussi souvent la stratégie du Premier ministre Netanyahu, largement diffusée, qui consiste à soutenir et à financer le Hamas au fil des ans afin de contrecarrer la solution à deux États avec l'Autorité palestinienne. Roger Cohen,

du New York Times, a écrit le 22 octobre 2023 : *“Tous les moyens ont été bons pour anéantir la notion d’État palestinien”*. En 2019, M. Netanyahu a déclaré lors d’une réunion de son parti de centre-droit, le Likoud : *“Ceux qui veulent faire échouer la possibilité d’un État palestinien doivent soutenir le renforcement du Hamas et le transfert d’argent au Hamas. Cela fait partie de notre stratégie”*.

C’est le parti Likoud du Premier ministre Netanyahu qui est à l’origine de l’expression *“de la rivière à la mer”* et qui fait pression pour un *“Grand Israël”* dans l’ensemble de la Palestine, et non le Hamas. En outre, l’idée est également compatible avec la coexistence pacifique entre les Palestiniens et les Juifs, par les personnes qui prônent une solution à un seul État.

Dante a observé que *«Dans l’enfer, les places les plus brûlantes sont réservées à ceux qui, en période de crise morale, maintiennent leur neutralité»*. La position du Congrès à l’égard des civils palestiniens, dont les trois quarts sont des enfants et des femmes, va bien au-delà de la neutralité. Lisez l’article de première page du New York Times (26 novembre 2023) intitulé : *“Israël a tué plus de femmes et d’enfants qu’il n’y en a eu en Ukraine”*.

Le Congrès devrait suivre l’exemple du président Dwight D. Eisenhower qui, en 1956, est intervenu dans la crise de Suez pour mettre fin aux attaques d’Israël, de la France et du Royaume-Uni contre l’Égypte. Il a également initié la force de maintien de la paix des Nations Unies dans le Sinaï.

Le Congrès doit organiser des auditions publiques à la Chambre des représentants et au Sénat, auxquelles participeraient d’éminents défenseurs israéliens de longue date de la paix, ayant occupé des postes gouvernementaux de haut niveau, ainsi que des groupes israéliens et palestiniens de défense des droits de l’homme. Leurs voix ont été exclues du Capitole depuis 1948. Pourquoi ? C’est une honte !

Le Congrès ne peut échapper au jugement de l’histoire, qui restera dans les mémoires pour son rôle déterminant dans l’anéantissement de familles palestiniennes innocentes – principalement des enfants et des femmes – à l’intérieur de Gaza, longtemps décrite comme une prison à ciel ouvert sous blocus illégal d’Israël.

Nous attendons avec intérêt une réponse du Congrès, des sénateurs et des représentants des États-Unis respectueux des pétitions des citoyens.

Nous vous prions d’agréer, Monsieur le Président, l’expression de nos salutations distinguées,

Bruce Fein & Ralph Nader, avocats

Article original en anglais :

<https://scheerpost.com/2023/11/29/ralph-nader-an-open-letter-to-members-of-the-united-states-congress/>

Traduction : [Spirit of Free Speech](#)

Image en vedette : Rassemblement populaire et soutien aux enfants de Gaza-Téhéran.

La source originale de cet article est nader.org
Copyright © [Me Bruce Feine](http://mebrucefeine.com) et [Ralph Nader](http://ralphnader.com), nader.org, 2023

Articles Par : **[Me Bruce Feine](http://mebrucefeine.com)**
et **[Ralph Nader](http://ralphnader.com)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca